



61, quai de Paludate  
33800 Bordeaux

# **Association pour le Développement, l'Insertion et l'Accompagnement des Personnes Handicapées (A.D.I.A.P.H.)**

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

**Association pour le Développement, l'Insertion et l'Accompagnement des Personnes Handicapées (A.D.I.A.P.H.)**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
Siège social : 97 avenue Thiers – BP 90042 - 33015 Bordeaux

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de l'Association pour le Développement, l'Insertion et l'Accompagnement des Personnes Handicapées (A.D.I.A.P.H.),

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association pour le Développement, l'Insertion et l'Accompagnement des Personnes Handicapées (A.D.I.A.P.H.) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03 exposées au paragraphe « *Changement de méthode comptable* » à la note 3.2 « *Principales méthodes comptables* » de la partie 3 « *Principes et méthodes comptables* » de l'annexe des comptes annuels.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Bordeaux, le 23 avril 2026

DocuSigned by:  
**Jeanne FONTAN**  
0D089B22D979402...

Jeanne FONTAN

Associée



ADIAPH CONSOLIDE ETABLISSEMENTS ET SERVICES				
BILAN AU 31/12/2025				
ACTIF	31/12/2025			31/12/2024
	Montant brut	Amortissements et provisions	Montant net	Montant net
Frais d'établissement (I)	194 871,00	38 974,20	155 896,80	194 871,00
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais de de développement				
<i>Donations temporaires d'usufruit</i>				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	176 309,78	154 605,53	21 704,25	28 774,12
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	6 018 934,25	1 846 686,11	4 172 248,14	4 047 877,47
Constructions	37 388 627,87	25 917 212,81	11 471 415,06	12 225 422,67
Installations techniques, matériel et outillage	5 430 002,85	4 233 192,30	1 196 810,55	1 197 549,07
Autres immobilisations corporelles	5 500 372,83	4 233 507,84	1 266 864,99	1 561 369,89
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	136 849,84		136 849,84	212 537,62
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations	12 651,07		12 651,07	13 749,49
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	232 573,20		232 573,20	231 704,95
Prêts				
Autres immobilisations financières	71 616,37		71 616,37	95 142,39
<b>TOTAL II</b>	<b>55 162 809,06</b>	<b>36 424 178,79</b>	<b>18 738 630,27</b>	<b>19 808 998,67</b>
<b>COMPTES DE LIAISONS</b>				
Comptes de liaisons	1 539 110,65		1 539 110,65	1 378 892,69
<b>TOTAL III</b>	<b>1 539 110,65</b>		<b>1 539 110,65</b>	<b>1 378 892,69</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>	756 895,13	55 578,00	701 317,13	708 509,10
Matières premières et fournitures	88 215,65		88 215,65	93 796,39
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>	33 752,94		33 752,94	18 381,40
<b>Créances</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 091 735,90	39 132,21	1 052 603,69	1 494 551,71
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	854 030,18		854 030,18	900 023,59
Charges constatées d'avance	64 487,02		64 487,02	55 363,43
<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
<b>Instruments financiers à terme et jetons de présence</b>				
<b>Disponibilités</b>	17 670 289,36		17 670 289,36	15 634 051,84
<b>TOTAL IV</b>	<b>20 471 190,53</b>	<b>94 710,21</b>	<b>20 376 480,32</b>	<b>18 810 881,07</b>
Frais d'émission des emprunts (V)				
Primes de remboursement des emprunts (VI)				
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VII)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V+VI+VII)</b>	<b>77 173 110,24</b>	<b>36 518 889,00</b>	<b>40 654 221,24</b>	<b>39 998 772,43</b>

ADIAPH CONSOLIDE ETABLISSEMENTS ET SERVICES		
BILAN AU 31/12/2025		
PASSIF	31/12/2025	31/12/2024
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	<b>1 288 567,44</b>	<b>1 288 567,44</b>
Fonds propres statutaires	873 616,66	873 616,66
Fonds propres complémentaires	414 950,78	414 950,78
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>	<b>169 439,89</b>	<b>169 439,89</b>
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	169 439,89	169 439,89
Ecart de réévaluation		
<b>Réserves</b>	<b>17 400 331,77</b>	<b>17 227 451,33</b>
<i>Dont réserves des activités soc. médico-soc. sous gest. contrôlée</i>	<i>6 644 732,94</i>	<i>6 821 435,75</i>
Réserves statutaires ou contractuelles		
<b>Réserves pour projet de l'entité</b>	<b>17 400 331,77</b>	<b>17 227 451,33</b>
Excédents affectés à l'investissement	15 173 445,64	14 351 230,89
Réserve de compensation	1 324 694,82	1 347 562,96
Réserve de compensation des charges d'amortissement	366 472,95	359 434,50
Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement	535 718,36	1 169 222,98
Autres réserves pour projet de l'entité		
Autres Réserves		
<b>Report à nouveau</b>	<b>- 2 653 070,56</b>	<b>- 2 013 122,89</b>
<i>Dont report à nouv. des activités soc. médico-soc. sous gest. contrôlée</i>	<i>- 2 653 070,56</i>	<i>- 2 013 122,89</i>
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	- 848 892,33	- 658 604,19
dont dépenses refusées par l'autorité de tarification	- 1 750 627,95	- 1 541 021,14
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	- 128 553,53	337 706,02
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	- 1 675 624,70	- 1 692 224,72
<b>Excédent ou Déficit de l'exercice</b>	<b>574 346,89</b>	<b>- 467 067,23</b>
<i>Dont excédent ou déficit des activités soc. médico-soc. sous gest. contrôlée</i>	<i>399 351,36</i>	<i>- 626 362,34</i>
<b>Situation Nette (sous total)</b>	<b>16 779 615,43</b>	<b>16 205 268,54</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	480 815,20	513 211,05
Provisions réglementées	3 836 614,01	3 549 428,38
<b>TOTAL I</b>	<b>21 097 044,64</b>	<b>20 267 907,97</b>
<b>FONDS REPORTEES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds reportés et dédiés	1 135 546,23	1 220 185,33
<b>TOTAL II</b>	<b>1 135 546,23</b>	<b>1 220 185,33</b>
<b>COMPTES DE LIAISONS</b>		
Comptes de liaisons	1 539 110,65	1 378 892,69
<b>TOTAL III</b>	<b>1 539 110,65</b>	<b>1 378 892,69</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	344 794,47	313 793,48
Provisions pour charges	616 622,60	628 259,21
<b>TOTAL IV</b>	<b>961 417,07</b>	<b>942 052,69</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 431 779,75	9 043 462,21
Emprunts et dettes financières diverses	8 686,10	9 533,39
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 122 821,56	1 386 550,38
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	5 841 741,12	5 332 305,43
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	196 581,34	198 599,13
Autres dettes	309 805,50	194 428,55
Produits constatés d'avance	9 687,28	24 854,66
<b>TOTAL V</b>	<b>15 921 102,65</b>	<b>16 189 733,75</b>
<b>Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (VI)</b>		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V+VI)</b>	<b>40 654 221,24</b>	<b>39 998 772,43</b>

ADIAPH CONSOLIDE ETABLISSEMENTS ET SERVICES		
COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2025		
	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION :</b>		
<b>Cotisations</b>	<b>200,00</b>	<b>180,00</b>
<b>Ventes de biens et services</b>	<b>5 021 110,90</b>	<b>5 211 596,10</b>
Ventes de biens	606 366,36	800 042,44
dont ventes de dons en nature		
<i>dont ventes de biens relatives aux activités soc. &amp; médico-sociales</i>		
Ventes de prestations de service	4 414 744,54	4 411 553,66
dont parrainages		
<i>dont ventes de prestations de services relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	888 161,63	826 823,84
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>31 977 329,73</b>	<b>31 395 740,15</b>
Concours publics et subventions d'exploitation	31 965 040,23	31 277 168,91
<i>dont Contributi. financ. des autorités de tarificat. relatives aux activités soc. et médico-sociales</i>	31 938 503,59	31 270 998,49
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	12 289,50	118 571,24
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
<b>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions</b>	<b>240 811,90</b>	<b>474 672,44</b>
<b>Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles</b>	<b>105 320,00</b>	
<b>Utilisations des fonds dédiés</b>	<b>265 462,04</b>	<b>559 911,92</b>
<b>Autres produits</b>	<b>5 248 530,55</b>	<b>5 044 501,54</b>
<b>TOTAL I</b>	<b>42 858 765,12</b>	<b>42 686 602,15</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION :</b>		
<b>Achats de marchandises</b>	<b>537 144,76</b>	<b>648 979,97</b>
<b>Variation de stock</b>	<b>731,80</b>	<b>- 11 106,63</b>
<b>Autres achats et charges externes</b>	<b>8 365 708,90</b>	<b>9 701 247,63</b>
<b>Aides financières</b>		
<b>Impôts, taxes et versements assimilés</b>	<b>2 005 034,62</b>	<b>1 961 704,18</b>
Sur rémunérations	1 826 904,48	1 780 677,33
Autres	178 130,14	181 026,85
<b>Salaires</b>	<b>20 660 580,23</b>	<b>20 325 082,57</b>
<b>Cotisations sociales</b>	<b>7 943 171,03</b>	<b>7 871 029,48</b>
<i>Charges de personnel (sous-total)</i>	28 603 751,26	28 196 112,05
<b>Dotations aux amortissements et aux dépréciations</b>	<b>2 143 395,74</b>	<b>2 106 722,12</b>
<b>Dotations aux provisions</b>	<b>227 669,76</b>	<b>240 863,21</b>
Dotation aux provisions sur actif circulant	29 620,65	46 294,46
Dotation aux provisions des charges d'exploitation (risques et charges)	198 049,11	194 568,75
<b>Valeur comptable des immobilisations incorporelles et corporelles cédées</b>	<b>2 117,03</b>	
<b>Reports en fonds dédiés</b>	<b>180 822,94</b>	<b>291 426,28</b>
<b>Autres charges</b>	<b>33 586,12</b>	<b>5 520,67</b>
<b>TOTAL II</b>	<b>42 099 962,93</b>	<b>43 141 469,48</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)</b>	<b>758 802,19</b>	<b>- 454 867,33</b>

ADIAPH CONSOLIDE ETABLISSEMENTS ET SERVICES COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2025		
<b>PRODUITS FINANCIERS :</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	4 798,02	4 950,83
Autres intérêts et produits assimilés	416 738,62	428 872,49
Reprises sur provisions, dépréciations		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<b>TOTAL III</b>	<b>421 536,64</b>	<b>433 823,32</b>
<b>CHARGES FINANCIERES :</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	269 991,16	294 290,20
Différences négatives de change		
Valeur comptable des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<b>TOTAL IV</b>	<b>269 991,16</b>	<b>294 290,20</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III – IV)</b>	<b>151 545,48</b>	<b>139 533,12</b>
<b>3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I – II + III – IV)</b>	<b>910 347,67</b>	<b>- 315 334,21</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)</b>	<b>76 316,88</b>	<b>305 859,40</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)</b>	<b>363 502,51</b>	<b>408 109,91</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V – VI)</b>	<b>- 287 185,63</b>	<b>- 102 250,51</b>
<b>PARTICIPATION DES SALARIES AUX RESULTATS (VII)</b>		
<b>IMPOTS SUR LES BENEFICES (VIII)</b>	48 815,15	49 482,51
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>43 356 618,64</b>	<b>43 426 284,87</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>42 782 271,75</b>	<b>43 893 352,10</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>574 346,89</b>	<b>- 467 067,23</b>
<i>Dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	399 351,36	- 626 362,34

<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>-</b>



## Exercice 2025

### ANNEXE AU BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

(Articles R 123-195 et R 123-96 du Code du Commerce)

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

- **TOTAL DU BILAN : .....39 115 110,59 euros**  
(Hors comptes de liaisons)
- **EXCEDENT COMPTABLE : ..... 574 346,89 euros**
- Dont Gestion des activités sociales et médico-sociales sous contrôle : ..... **399 351,36 euros**
- Dont Gestion Libre : ..... **174 995,53 euros**

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

## 1 ADIAPH, OBJET SOCIAL, ACTIVITES ET MOYENS

### 1.1 OBJET SOCIAL, MISSIONS.

L'association pour le Développement, l'Insertion et l'Accompagnement des Personnes Handicapées, née Société Protectrice de l'Enfance de la Gironde (SPEG) en 1874, reconnue d'utilité publique le 1<sup>er</sup> Mars 1890, a pour but de :

Venir en aide aux enfants, adolescents et adultes qui, du fait de leur milieu familial, de leur état physique ou mental ou de quelque cause que ce soit, sont entravés dans leur développement ou leur formation, afin qu'ils parviennent à épanouir leur personnalité et à jouer pleinement leur rôle dans la société.

L'ADIAPH forte de ses 150 ans d'existence est une association en évolution respectueuse de ses racines. Elle a un ancrage territorial historique fort. Elle est reconnue d'utilité publique et adapte ses offres de services et d'accompagnement en fonction de l'évolution des besoins et des souhaits des usagers.

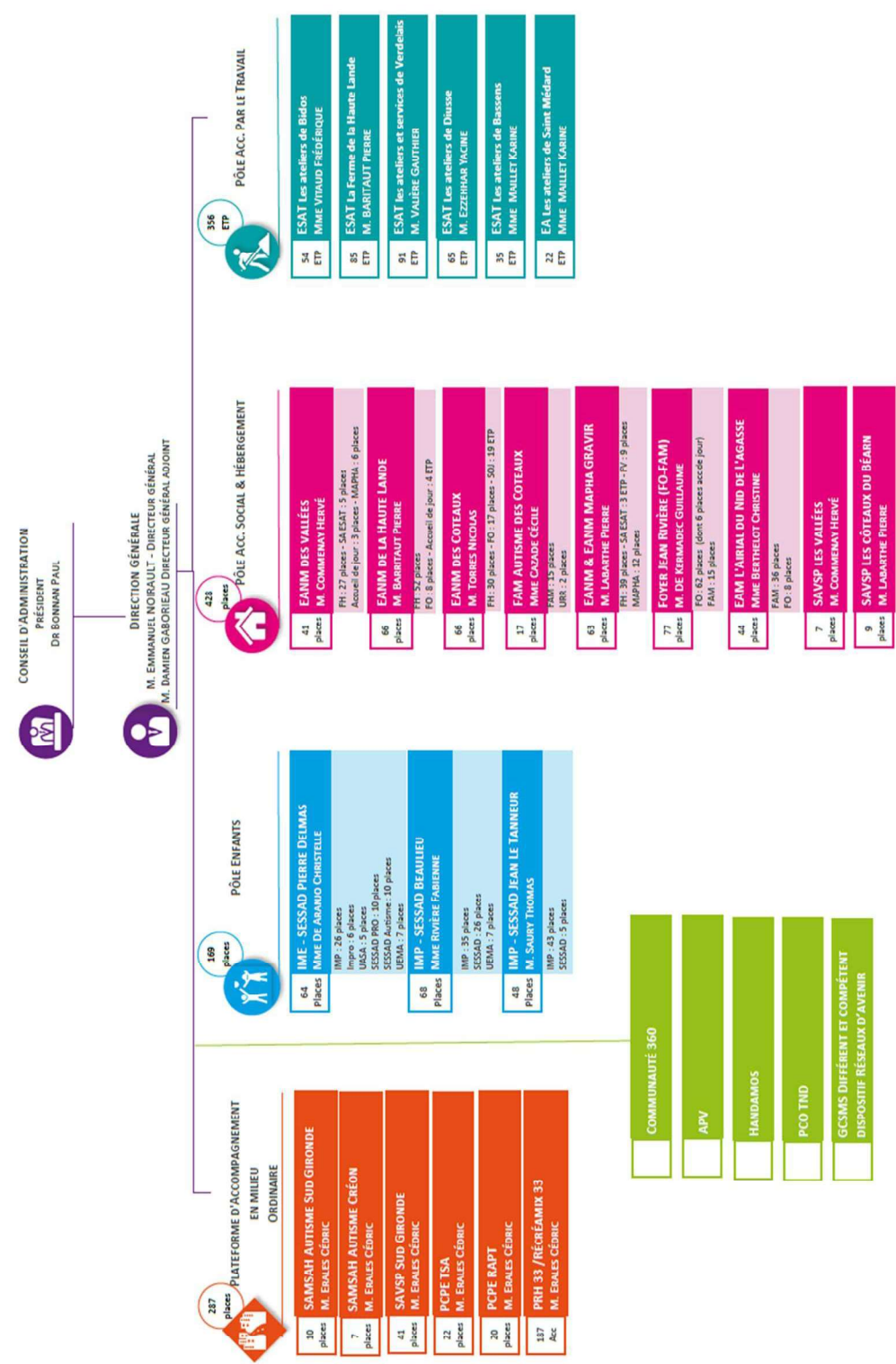
Les missions de l'ADIAPH, pour atteindre son but, sont de :

- Créer, gérer et administrer,
- Mettre en œuvre les missions de service public,
- Personnaliser les accompagnements,
- Former les professionnels,
- Promouvoir et perfectionner,
- Améliorer en continu la qualité,
- Sensibiliser l'opinion publique,
- Intégrer les préoccupations sociales (RSE),
- Prendre en compte le bien-être du personnel,
- Être force de proposition face aux besoins nouveaux.

1.2 ACTIVITES ET MOYENS

1.2.1 Les structures et leurs missions.

Au 31 décembre 2025 l’association gère 45 dispositifs répartis sur 16 sites en Nouvelle Aquitaine, dont 13 en Gironde et 3 dans les Pyrénées Atlantiques. À ce jour, elle accompagne près de 1400 enfants, adolescents et adultes en situation de handicap grâce à plus de 500 professionnels engagés.





### Le pôle Enfants

Les interventions pluridisciplinaires et les évaluations réalisées conformément aux recommandations de bonnes pratiques de la HAS, permettent de croiser les regards sur des situations de plus en plus complexes avec la volonté d'optimiser la logique de parcours des personnes accompagnées. Les compétences professionnelles spécifiques et des espaces adaptés à l'accompagnement des troubles du spectre de l'autisme permettent d'accueillir des enfants et des jeunes porteurs de TSA dans des conditions adaptées.

Il regroupe :

- ⇒ 1 Institut médico-éducatif (**IME**)
- ⇒ 2 Instituts médico-pédagogique (**IMP**)
- ⇒ 1 Institut médico-professionnel (**IMPRO**)
- ⇒ 4 Services d'éducation spécialisée et de soins à domicile (**3 SESSAD généralistes et 1 SESSAD pro.**)
- ⇒ 1 Unité d'Accompagnement Spécialisé pour Adolescents (**UASA**)
- ⇒ 2 Unités d'Enseignement en Maternelle pour enfants avec Autisme (**UEMA**)

Il a pour orientation de :

- Améliorer les prises en charge : éducative, thérapeutique et pédagogique,
- Améliorer l'accompagnement et l'inclusion des enfants handicapés, dont ceux présentant des troubles du spectre de l'autisme, en créant des SESSAD,
- Améliorer l'accompagnement et l'inclusion des enfants porteurs de handicap ainsi que l'accès à la formation professionnelle.



### Le pôle accompagnement social, éducatif et hébergement

Un accompagnement et un soutien personnalisé éducatif, médical, psychologique et thérapeutique sont offerts à tous les usagers dans toutes les phases de leur parcours.

Ce pôle comprend :

- ⇒ 4 Foyers d'hébergement (**FH**)
- ⇒ 3 Foyers d'accueil médicalisé (**FAM**)
- ⇒ 4 Foyers occupationnels et 1 foyer de vie (**FO et FV**)
- ⇒ 2 maisons d'accueil pour personnes handicapées âgées (**MAPHA**)
- ⇒ 4 services d'accueil de jour (**SOJ et SA-ESAT**)
- ⇒ 2 Services d'accompagnement à la vie sociale polyvalent (**SAVSP**)
- ⇒ 1 Unité résidentielle renforcée (**U.R.R.**)
- ⇒ Des places d'habitat accompagné

Il a pour orientation de :

- Favoriser l'inclusion sociale des personnes en situation de handicap accompagnées par les foyers d'hébergement en créant des habitats partagés et des SAVSP,
- Développer les dispositifs de prise en charge des foyers d'accueil médicalisé.



### Le pôle d'accompagnement par le travail

Les ESAT et EA de l'association ont pour vocation de soutenir l'émergence et la consolidation du projet professionnel des femmes et des hommes accueillis, en vue de leur valorisation, leur promotion et leur mobilité, au sein des structures elles-mêmes ou vers les entreprises.

Ce pôle regroupe :

- ⇒ 5 Établissements et services d'aide par le travail (**ESAT**)
- ⇒ 1 entreprise adaptée (**EA**)



Il a pour orientation de :

- Favoriser l'inclusion professionnelle des travailleurs d'ESAT, notamment en développant le nombre d'accompagnement « hors les murs »,
- Développer l'insertion en milieu ordinaire
- Soutenir socialement les travailleurs
- Former des travailleurs handicapés et des professionnels (R.A.E; V.A.E.)
- Assurer la viabilité économique des ateliers
- Développer les partenariats avec les autres ESAT



### Le PIAMO

Afin d'apporter une réponse aux besoins du territoire et dans la droite ligne du rapport « Zéro sans solution », l'ADIAPH s'est inscrite dans une démarche inclusive à partir de 2016. Différents dispositifs ont été pensés afin de permettre aux personnes en situation de handicap de bénéficier d'accompagnements, en milieu ordinaire, répondant à leurs besoins et d'accéder à des dispositifs de droit commun.

Le PIAMO regroupe :

- ⇒ 2 Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés autisme (**SAMSAH**)
- ⇒ 1 Service d'accompagnement à la vie sociale polyvalent (**SAVSP**)
- ⇒ 1 Pôle de compétences et de prestations externalisées dédié aux personnes concernées par les troubles autistiques (**PCPE TSA**)
- ⇒ 1 Pôle de compétences et de prestations externalisées dédié aux situations d'urgence (**PCPE Réponse accompagnée pour tous**)
- ⇒ Le dispositif **PRH / Récréamix** dédié à la recherche de solutions d'accueil hors temps scolaire, prioritairement dans des dispositifs de droit commun, pour les enfants et jeunes en situation de handicap

Il a pour orientation de :

- Développer l'accompagnement en milieu ordinaire,
- Développer le service Récréamix (mobilisation des dispositifs de droit commun pour l'accueil des enfants handicapés sur les temps périscolaires et extra-scolaires), le PCPE autisme et le PCPE une réponse accompagnée pour tous.

Parallèlement à ces dispositifs, l'ADIAPH poursuit son objectif d'innovation au service des personnes en situation de handicap en s'inscrivant, avec d'autres associations, dans la mise en œuvre de « **la plateforme 360** », complété sur le territoire des Pyrénées Atlantiques, du dispositif d'**Assistance au Parcours de Vie** (APV), la Plateforme de Coordination et d'Orientation spécialisée dans l'accompagnement des troubles du neurodéveloppement (**PCO TND**), et la plateforme **Handamos !** dédiée à l'emploi accompagné.

## **1.2.2 Les moyens.**

L'ADIAPH a signé un Contrat pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) avec l'ARS Nouvelle Aquitaine, le département de la Gironde, le département des Pyrénées-Atlantiques sur la période 2020-2023. En 2023, sur proposition de l'ADIAPH, et après validation des autorités de tarification, ce contrat a été prorogé d'un an.

A la fin de l'année 2025, la négociation du nouveau contrat CPOM n'est pas finalisée. Les différentes parties se sont accordées pour reconduire le contrat pour une durée d'une année non renouvelable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, jusqu'au 31 décembre 2025 et à maintenir les autres dispositions du contrat inchangées (Cf. Avenant n°1 au contrat CPOM en date du 31/12/2025).

Le contrat fixe le cadre budgétaire de la totalité des **établissements et services médico-sociaux**, tel que définis à l'article I de l'article 312-1 du Code d'Action Sociale et des Familles (CASF), gérés par l'ADIAPH.

Le contrat repose sur le principe d'un financement pluriannuel dérogeant à la procédure budgétaire annuelle prévue au II de l'article L 314-7 du CASF.

La tarification annuelle prend la forme d'une dotation globalisée commune (DGC) déterminée par :

- l'Assurance Maladie, d'une part,
- les Départements, d'autre part,

Ces DGC sont arrêtées respectivement en fonction du périmètre actuel des autorisations et agréments des établissements et services.

A - Une DGC propre aux établissements et services financés en tout ou partie par l'Assurance Maladie

La DGC des établissements et services (Hors ESAT) financée par l'Assurance Maladie est actualisée :

- au regard d'un taux régional dont les modalités sont définies annuellement dans le Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB),
- dans le respect des dispositions réglementaires y afférent.

L'article L313-12-2 CASF indique que le CPOM peut prévoir une modulation du tarif en fonction d'objectifs d'activité définis dans le contrat, selon des modalités fixées par décret en Conseil d'État. Ces dispositions seront, le cas échéant, déclinées dans le ROB précité.

- et plus spécifiquement pour les ESAT, dans le respect du dispositif de plafonnement des tarifs institué en 2009, (dotations reconductibles validées/ capacités autorisées et installées dont les modalités sont définies chaque année par arrêté ministériel.

B- Une DGC propre aux établissements et services financés en tout ou partie par le Département de la Gironde, révisée en fonction de l'évolution du budget consacré par le Conseil départemental au secteur médico-social « personnes handicapées »,

C- Une DGC propre aux établissements et services financés en tout ou partie par le Département des Pyrénées-Atlantiques, révisée en fonction du taux d'évolution voté par l'Assemblée départementale. Les enveloppes par financeur composant chaque dotation globalisée commune sont étanches et non fongibles entre elles.

Les **sections annexes de production et de commercialisation des ESAT** disposent de ressources générées par leurs activités économiques, complétées d'aides aux postes versées par l'Etat, finançant, à hauteur de 50.7% du SMIC, la rémunération garantie des travailleurs handicapés.

**L'Entreprise Adaptée**, la Ferme des Coteaux, est une structure conventionnée pour les activités visées à l'article L. 322-4-16 du code du travail et des entreprises adaptées définies aux articles L. 323-30 et suivants du même code. Elle fonctionne dans un cadre budgétaire précisé dans un contrat pluriannuel CPOM souscrit avec les services de la DREETS Nouvelle Aquitaine (Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités).

Les prestations réalisées par le **siège social** de l'association, définies en application des dispositions de l'article R.314-88 du code de l'action sociale et des familles (CASF) sont financées par des prélèvements de frais sur les établissements et services qui en sont les bénéficiaires. Cette faculté est subordonnée à l'octroi d'une autorisation délivrée par l'autorité désignée à l'article R.314-90, selon l'origine des financements. Concernant l'ADIAPH, l'ARS est l'autorité qui a délivré l'autorisation de prélèvement de frais de siège pour la période 2025 à 2029.

En dernier lieu, l'ADIAPH gère un **centre de vacances** situé à Audenge (33) avec une capacité d'accueil de 14 personnes.

## 2 FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

### 2.1 EVENEMENTS MAJEURS DE L'EXERCICE

#### ▪ P.R.H.

Dans le cadre d'un appel à projet lancé par l'ARS Nouvelle Aquitaine, la C.A.F, et la M.S.A, la candidature de l'ADIAPH, au travers de son dispositif RECREAMIX, a été retenue pour porter le dispositif P.R.H., pôle ressources handicap sur le territoire de la Gironde.

Le PRH poursuivra deux missions :

- Un accueil et un accompagnement des familles pour faciliter l'accueil de tous les enfants,
- Un accompagnement des professionnels concernés pour créer les conditions favorables à une inclusion réussie.

L'équipe du Pôle Ressources Handicap – Récréamix 33 accompagne :

- Les familles d'enfants âgés de 0 à 18 ans à besoins spécifiques et/ou en situation de handicap, en facilitant leur accès à des modes d'accueil adaptés.
- Les professionnels des structures d'accueil à travers des actions de formation et de sensibilisation pour créer les conditions favorables d'une inclusion réussie.
- Les professionnels des secteurs social, médico-social, paramédical et sanitaire autour du parcours de vie des enfants et jeunes accompagnés.

#### ▪ Programme ESMS Numérique.

L'ADIAPH s'est engagée dans le programme ESMS Numérique en répondant, en 2022, à un appel à projet (AAP), lancé par l'ARS. (*cf. annexes aux comptes 2023 et 2024*).

Ce programme, destiné à développer l'usage du numérique dans les Établissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux (ESSMS), s'inscrit dans le cadre du SEGUR de la Santé et du Plan France Relance.

L'ADIAPH a répondu à cet AAP en coopération avec l'association l'**OREAG** située à Bordeaux, et la **Plateforme territoriale d'inclusion (PTI) Jean Elie Jambon**, basée à Coutras.

La fin du projet prévue initialement en octobre 2024, a été reportée au premier trimestre 2025.

Le versement du solde de la subvention, soit 384 000€, dont 202 500€ dédiés à l'ADIAPH, a été enregistré en juillet 2025.

Le bilan comptable du projet est le suivant :

<b>Charges nettes 2023</b>	53 025,97 €
<b>Charges nettes 2024</b>	284 063,32 €
<b>Charges nettes 2025</b>	62 342,14 €
	<hr/>
	<b>399 431,43 €</b>
 <b>1er Acompte Subvention 2023 (Mars)</b>	 202 500,00 €
<b>Solde Subvention 2025 (Juillet)</b>	202 500,00 €
	<hr/>
	<b>405 000,00 €</b>
 <b>Résultat</b>	 <b>5 568,57 €</b>

Nous proposons que cet excédent soit réinvesti dans l'achat de matériels informatiques pour un établissement sous contrôle de l'ARS, financé par une enveloppe CPAM.

## 2.2 EVENEMENTS POST-CLOTURE.

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

## 3 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

### 3.1 Principes généraux

Les comptes annuels au 31/12/2025, et cette annexe, ont été établis conformément à la réglementation en vigueur et applique les nouvelles dispositions des règlements ANC 2018-06 et 2019-04.

Le cadre réglementaire général est le suivant :

- Le règlement relatif au plan comptable général de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) 2014-03 pour les dispositions comptables générales,
- Le règlement ANC 2018-06 qui traite des seules particularités propres au secteur non lucratif en général, modifié par le règlement 2022-04 du 30 juin 2022,
- Le règlement ANC 2019-04 qui traite des seules particularités propres aux associations du secteur social et médico-social,
- Le règlement ANC 2023-03 en coordination avec le règlement ANC 2022-06 qui vise à harmoniser les pratiques au niveau national, simplifier la tenue des comptes, favoriser la digitalisation de la comptabilité. Les changements apportés touchent la mise en place d'un plan de comptes unique, la redéfinition des éléments exceptionnels, l'introduction de nouveaux modèles d'états financiers, et la modification de l'annexe comptable. Ces deux règlements ont été homologués par arrêté du 26 décembre 2023.
- Le plan comptable M22bis applicable aux Etablissements Sociaux et Médico-Sociaux (ESMS) privés relevant de l'article L.312-1 du Code d'Action Sociale et des Familles (CASF), mis à jour par l'arrêté du 27 décembre 2024.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

### 3.2 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Le choix de notre entité parmi les méthodes suivantes proposées par le règlement 2018-06 pour traiter certaines opérations est précisé dans le paragraphe concerné de l'annexe. (Cf. paragraphe fonds dédiés 4.2.7.1.).

#### **Changement de méthode comptable :**

Conformément à la nouvelle réglementation comptable en vigueur, l'ADIAPH a appliqué à compter du 1er janvier 2025 le règlement comptable ANC 2022-06, ainsi que le règlement ANC 2023-03 du 7 juillet 2023 qui est venu modifier le règlement ANC 2018-06 relatif aux personnes morales de droit privé à

but non lucratif pour ce qui concerne le plan de comptes et les modèles de bilan et de compte de résultat.

Les principales évolutions pour l'ADIAPH portent sur :

- Une nouvelle présentation des comptes annuels dont au compte de résultat :
- Redéfinition du résultat exceptionnel qui restreint son utilisation et conduit notamment :
- Au reclassement des produits sur cessions d'immobilisations et des valeurs comptables nettes d'immobilisations cédées en exploitation
- Au reclassement des quote-part de subvention d'investissement rapportées au résultat dans les « Concours publics et subventions » en exploitation
- Suppression des transferts de charges conduisant à :
- Un reclassement partiel en diminution des charges correspondantes
- Un reclassement partiel dans les « Autres produits »
- Une nouvelle présentation des informations de l'annexe
- Une recodification des comptes du plan comptable

A titre illustratif, le tableau ci-après présente les impacts dans le résultat d'exploitation 2025 des éléments qui auraient figuré en résultat exceptionnel et transfert de charges avant l'application de ce nouveau règlement.

AVANT PCG 2025		PCG 2025		Valeur
7750000	Produits Cession Immos. Corp & Incorporelles	7570000	Produits Cession Immos. Corp & Incorporelles	105 320,00
6750000	Valeur Nette Compta. Immob. cédées	6520000	Valeur Nette Compta. Immob. cédées	-2 117,03
7770000	QP Subvention virée au Résultat de l'exercice	7470000	QP Subvention virée au Résultat de l'exercice	53 700,31
<b>TOTAL EXCEPTIONNELS</b>				<b>156 903,28</b>
7910000	Transfert Charges exploitation	6135300	Location Mobilières, Matériels de transport	7 677,35
7910000	Transfert Charges exploitation	6155200	Entretien Matériels e transport	2 699,00
7910000	Transfert Charges exploitation	6282000	Prestations externalisées - Restauration	4 762,84
7910000	Transfert Charges exploitation	7587000	Indemnités d'Assurance	46 244,02
7911100	Transfert Charges exploitation (CET)	6484000	Dotation Compte Epargne Temps (CET)	25 216,01
7911300	Transfert Charges exploitation (Dispositifs)	7088410	Refacturation Charges dispositifs	50 222,98
<b>TOTAL TRANSFERTS DE CHARGES</b>				<b>136 822,20</b>
				<b>293 725,48</b>

## 4 Informations relatives au bilan

### 4.1 ACTIF

#### 4.1.1 Immobilisations

Rubriques	Valeur Brute à l'ouverture de l'Exercice	Acquisitions	Encours et Transferts	Sorties	Valeur Brute à la clôture de l'Exercice
Immobilisations Incorporelles	371 240	627		686	<b>371 181</b>
Immobilisations Corporelles	54 026 711	1 173 961	502 629	1 228 513	<b>54 474 788</b>
Immobilisations Financières	340 597	9 156		32 912	<b>316 841</b>
	<b>54 738 548</b>	<b>1 183 744</b>	<b>502 629</b>	<b>1 262 111</b>	<b>55 162 809</b>

#### 4.1.2 Amortissement

Rubriques	Valeur à l'ouverture de l'Exercice	Augmentations	Régularisations	Diminutions	Valeur à la clôture de l'Exercice
Immobilisations Incorporelles	147 595	46 671		686	193 580
Immobilisations Corporelles	34 781 954	2 021 133	1 865	574 353	36 230 599
Immobilisations Financières	0				0
	<b>34 929 549</b>	<b>2 067 804</b>	<b>1 865</b>	<b>575 039</b>	<b>36 424 179</b>

#### 4.1.3 Principaux mouvements

##### Acquisitions :

Nous enregistrons sur l'exercice 2025 un montant d'investissements corporels de **1 173 961€** :

- Aménagement terrains, réfection des locaux de la SOJ à Verdélais : **417 472€**,
- Aménagement terrains ESAT haute Lande : **1 678€**,
- Installations générales, aménagements de constructions : **210 912€, dont**
  - Réfection toiture, y compris reprise électricité Chai Lescure : 86 305€,
  - Plomberie, chauffage : 69 074€,
  - Aménagements travaux cuisine: 23 811€,
  - Menuiseries et fermetures extérieures : 15 946€,
  - Aménagements divers ESAT Diusse : 7 796€ (hors cuisine),
  - Travaux salle animation Foyer de Diusse : 3 170€,
  - Divers travaux électriques : 2 641€,
  - Divers travaux ESAT haute Lande : 2 169€.
- Matériels Espaces Verts : **118 503€**,
- Matériels Cuisines et Restauration : **66 986€**,
- Matériels Lingerie et Blanchisserie : **81 778€**,
- Matériels hygiène et propreté : **4 038€**,
- Matériels et équipements atelier conserverie : **23 645€**,
- Matériels divers agricoles et élevages : **23 241€**,
- Matériels vini-viticoles : **15 695€**,
- Matériels de climatisation : **25 538€**,
- Divers autres matériels et équipements (éducatifs, soins, TV Multimédia, ateliers, administratifs...) : **28 862€**,
- Acquisitions de véhicules : **42 688€**, soit 2 véhicules dont 1 véhicule léger, et 1 remorque,
- Acquisitions de matériels de bureau et informatiques : **70 919€**,
- Acquisitions de mobiliers : **42 006€**.

Les investissements incorporels concernent l'acquisition de licences informatiques **627€**.

##### Sorties :

Les sorties sont justifiées par des renouvellements d'immobilisations : **650 197€**.

A la fin de cet exercice 2025, nous avons également procédé à des inventaires d'immobilisations et constaté la mise au rebut de matériels et équipements obsolètes, totalement amortis, et sans utilisation opérationnelle.

Sont également comptabilisés dans cette rubrique sorties, les immobilisations cuisine du Foyer De Verdélais et la section ESAT BAPC de Verdélais qui ont été transférées à l'ESAT de Verdélais BPAS, en raison de la réorganisation du pôle Restauration : **578 316€**.

Encours & Transferts :

La variation des encours d'immobilisation **-75 687€** est très fortement influencée par la mise en service des travaux de la réfection du foyer-SOJ de Verdélais (-195 334€). L'augmentation des encours d'immobilisation est principalement due au démarrage du chantier de bardage du foyer de Bidos (36 920€) et des travaux concernant le système de sécurité incendie du complexe de Verdélais (71 697€).

Les transferts (entrés), évalués à **578 316€**, sont la contrepartie des mouvements de sorties explicités dans le point ci-avant.

**4.1.4 Méthode d'Amortissement**Immobilisations corporelles :

En application des règlements n°2002-10 et n° 2004-06 du CRC, les dispositions afférentes à la décomposition des immobilisations et au calcul des amortissements selon les durées réelles d'utilisation ont été respectées.

La réglementation prévoit une méthode d'alignement entre la durée financée et la durée réelle d'utilisation des actifs.

Les amortissements sont calculés suivant un mode linéaire dès la mise en service de l'immobilisation.

Les immobilisations décomposées ont été amorties selon les taux suivants :

- Gros œuvre – toiture : 2.00% à 4.00 %
- Façade – étanchéité : 4.00% à 5.00 %
- Installations Générales : 6.67% à 10.00 %
- Peinture Plomberie Sols : 6.67% à 14,28 %

**4.1.5 Stocks**

Les stocks de matières premières et emballages sont évalués suivant la méthode « du dernier prix d'achat connu ».

Les produits finis et encours sont valorisés de la façon suivante :

***ESAT CAPTIEUX***

- Bovins : 70% de la valeur commerciale,
- Volailles : la valeur du stock comprend le prix d'achat de la volaille concerné et le coût direct de la période de chaque catégorie de volaille (celui-ci tient compte de l'alimentation, de la main d'œuvre directe et des pertes)
- Conserverie, Maraîchage, Bois : 70% du prix de vente HT.

***ESAT VERDELAIS – CHATEAU LESCURE***

- Vins : la valeur du stock est estimée au coût direct, décomposé de la façon suivante :



- Coût de récolte : ensemble des charges engagées pour la production de la vendange. Les charges engagées après la récolte, jusqu'à la fin de l'exercice sont enregistrées en avance sur récolte et imputées sur la récolte suivante.
- Coût de vinification : ensemble des charges engagées pour la vinification. Ces dépenses sont imputées par catégorie de vin, selon le temps de traitement et donc de stockage dans les chais de vinification. Deux cycles sont distingués : un cycle court pour les vins blancs secs et rosés ; un cycle long pour les vins rouges et vins blancs liquoreux.
- Coût de conditionnement : ensemble des charges comprenant, matières premières et frais de conditionnement, spécifiées par article.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités précisées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

#### 4.1.6 Créances

Créances de l'Actif Circulant	TOTAL	A 1 AN AU PLUS	A PLUS D'1 AN	CREANCES DOUTEUSES
Créances Clients et Comptes rattachés	1 091 736	1 052 131		39 605
Autres	854 030	854 030		
Charges Constatées d'avance	64 487	64 487		
<b>TOTAL ADIAPH</b>	<b>2 010 253</b>	<b>1 970 648</b>		<b>39 605</b>

#### 4.1.7 Produits à recevoir

Le montant total des produits à recevoir enregistrés au 31 décembre 2025 est évalué à **61 884€** dont :

- 40 031€ de solde de subventions à recevoir,
- 4 379€ de remboursements assurance,
- 4 357€ d'aides agricoles,
- 7 648€ de participations à des frais à recevoir des usagers, des salariés,
- 3 535€ d'allocations logement à recevoir,
- 1 870€ de dons à recevoir,

Le solde de 64€ est constitué de divers produits tels que des produits financiers, et des cotisations à recevoir.

#### 4.1.8 Charges constatées d'avance

Le montant total des charges constatées d'avance enregistrées à la clôture de l'exercice 2025 est évalué à **64 487,02€**. Ces charges concernent des dépenses de produits d'entretien, d'énergie, de prestation de maintenance, de redevances d'utilisation de matériels, d'abonnements divers.

## 4.2 PASSIF

### 4.2.1 Fonds Propres

	Valeur Brute à l'ouverture de l'Exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur Brute à la clôture de l'Exercice
Fonds propres statutaires sans droit de reprise	873 617			873 617
Fonds propres complémentaires sans droit de reprise	414 951			414 951
Fonds propres complémentaires avec droit de reprise	169 440			169 440
<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>1 458 007</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 458 007</b>

### 4.2.2 Réserves

	Valeur Brute à l'ouverture de l'Exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur Brute à la clôture de l'Exercice
Excédents affectés à l'investissement	14 351 231	822 215		15 173 446
Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement	1 169 223		633 505	535 718
Compensation des déficits d'exploitation	1 347 563	556 280	579 148	1 324 695
Compensation des charges d'amortissement	359 435	20 000	12 962	366 473
<b>TOTAL RESERVES</b>	<b>17 227 451</b>	<b>1 398 495</b>	<b>1 225 615</b>	<b>17 400 332</b>

### 4.2.3 Report à Nouveau, Dépenses refusées, Dépenses Non opposables

#### 4.2.3.1 Tableau Report à Nouveau

	Valeur Brute à l'ouverture de l'Exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur Brute à la clôture de l'Exercice
<b>Report à nouveau (gestion non contrôlée)</b>	-658 604	-209 607	-19 319	-848 892
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	-196 850	-209 607	-19 319	-387 138
Dépenses Refusées (gestion contrôlée)	-461 755	0	0	-461 755
<b>Résultats sous contrôle de tiers financeurs</b>	337 706	1 063 809	1 530 069	-128 554
<b>Dépenses Non Opposables</b>	-1 692 225	-197 829	-214 429	-1 675 625
<b>TOTAL REPORT A NOUVEAU</b>	<b>-2 013 123</b>	<b>656 373</b>	<b>1 296 321</b>	<b>-2 653 071</b>

Les dépenses refusées définitivement par les autorités de tarification et de contrôle, et non contestées par l'association, sont comptabilisées en diminution du report à nouveau (compte 119500).

#### 4.2.3.2 Dépenses Refusées

Le compte 119500 des établissements et services sous contrôle d'autorités de tarification n'enregistre aucune variation sur l'exercice 2025.

A noter : l'ARS nous informe que l'absence de retour sur les rapports signifie qu'aucune dépense est refusée.

#### 4.2.3.3 Dépenses Non Opposables

Les dépenses non opposables concernent des dépenses dont le rejet, par les autorités de tarification, n'est pas définitif. Les mouvements enregistrés sur l'exercice 2025 concernent l'affectation des résultats 2024 ; le solde des dépenses non opposables est en diminution de **16 600€** :

- Dépenses de congés payés et compte épargne temps : la variation de ces dépenses est une augmentation de + **71 201€**,
- De provisions d'indemnité retraite : la variation de ces dépenses est une augmentation de + **34 655€**,
- Des provisions risques et charges non présentées aux financeurs, en attente du dénouement du litige : diminution de **-129 889€**,
- Des provisions sur créances douteuses : la variation est une augmentation de **+13 357€** (Foyer de Verdélais),
- Diminution de **- 5 924€** de reprises de provisions pour reports de fonds dédiés 2009 /2010 rejetés.

#### 4.2.4 Subventions

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont,

- soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non,
- soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi de reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan.

La première application du changement de réglementation a été appliquée suivant le règlement 2018-06 de façon rétrospective, avec un effet à l'ouverture de l'exercice sur

- le poste subventions d'investissement (diminution),
  - le poste report à nouveau (augmentation),
- effet correspondant à la méthode retenue par notre entité ci-dessus décrite.

## 4.2.4.1 Subventions brutes

Subventions	Valeur Brute à l'ouverture de l'Exercice	Subventions versées sur l'exercice	Sorties Subventions	Valeur Brute à la clôture de l'Exercice
Pôle Enfants	460 878			460 878
Pôle ESAT	520 876	4 180		525 056
Pôle Hébergement et Services 33	1 042 653	904		1 043 557
Pôle Hébergement et Services 64	12 695	475		13 170
ESAT Verdélais	1 176		1 176	0
Château Lescure	52 617			52 617
ESAT Haute Lande	97 784	15 745	15 416	98 113
ESAT BIDOS	928			928
ESAT Diusse	63 245			63 245
E.A. Saint Médard	0			0
Pôle SOINS	42 000			42 000
D.G.				
<b>TOTAL SUBVENTIONS</b>	<b>2 294 851</b>	<b>21 304</b>	<b>16 592</b>	<b>2 299 564</b>

## 4.2.4.2 Reprise de subventions au résultat

Reprise de Subventions	Reprise de subvention au résultat à l'ouverture	Reprise Résultat de l'exercice	Sorties Subventions	Reprise de subvention à résultat à la clôture	Valeur Nette à la clôture de l'Exercice
Pôle Enfants	323 169	15 253		338 421	122 457
Pôle ESAT	399 828	10 653		410 481	114 575
Pôle Héb. et Services 33	888 921	8 593		897 515	146 043
Pôle Héb. et Services 64	10 791	919		11 710	1 460
ESAT Verdélais	1 055	121	1 176		
Château Lescure	16 027	2 516		18 543	34 073
ESAT Haute Lande	59 431	13 256	15 416	57 270	40 843
ESAT BIDOS	295	186		480	448
ESAT Diusse	45 844	2 203		48 048	15 197
E.A.	0			0	0
Pôle SOINS	36 280			36 280	5 720
D.G.					
<b>TOTAL REPRISES SUBVENTIONS</b>	<b>1 781 640</b>	<b>53 700</b>	<b>16 592</b>	<b>1 818 748</b>	<b>480 815</b>

#### 4.2.4.3 Nature des subventions

Nature des Subventions	Valeur Brute à la clôture de l'Exercice	Reprise de subvention à résultat à la clôture	Valeur Nette à la clôture de l'Exercice
Subvention Construction - Travaux      Pôle Enfants	458 773	336 603	122 170
Subvention Construction - Travaux      Pôle ESAT	477 809	396 826	80 983
Subvention Construction - Travaux      Pôle Héb. et Services 33	1 036 653	892 892	143 761
<b>Sous total subventions Construction - Travaux</b>	<b>1 973 235</b>	<b>1 626 321</b>	<b>346 914</b>
Subventions Equipements - Matériels      Pôle Enfants	2 105	1 818	287
Subventions Equipements - Matériels      Pôle ESAT	47 247	13 655	33 592
Subventions Equipements - Matériels      Pôle Héb.& Services 33	6 904	4 622	2 282
Subventions Equipements - Matériels      Pôle Héb. & Services 64	13 170	11 710	1 460
Subventions Equipements - Matériels      Pôle SOINS	42 000	36 280	5 720
Subventions Equipements - Matériels      ESAT Verdelaix BAPC			
Subventions Equipements - Matériels      Château Lescure	2 358	2 322	36
<b>Sous total subventions Equipements - Matériels</b>	<b>113 784</b>	<b>70 408</b>	<b>43 376</b>
Subventions Plantations Viticoles      Château Lescure	50 259	16 221	34 037
Subventions Agricoles      ESAT Haute Lande BAPC	98 113	57 270	40 843
Subventions Investissements      ESAT Bidos BAPC	928	480	448
Subventions Plantations Viticoles      ESAT Diusse	63 245	48 048	15 197
<b>Sous total subventions Production</b>	<b>212 545</b>	<b>122 020</b>	<b>90 525</b>
<b>TOTAL SUBVENTIONS</b>	<b>2 299 564</b>	<b>1 818 748</b>	<b>480 815</b>

#### 4.2.5 Provisions Réglementées

##### 4.2.5.1 Tableau des Provisions Réglementées

	Valeur Brute à l'ouverture de l'Exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur Brute à la clôture de l'Exercice
Provisions destinées à renforcer la couverture du BFR	54 956			54 956
Amortissement Dérogatoires	621 030		75 592	545 438
Provisions réglementées (produits financiers et plus-values nettes d'actif immobilisé)	2 873 443	363 503	725	3 236 220
<b>TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES</b>	<b>3 549 428</b>	<b>363 503</b>	<b>76 317</b>	<b>3 836 614</b>

##### 4.2.5.2 Amortissements Dérogatoires

La mise en œuvre de la méthode de comptabilisation par composants pour les immobilisations acquises avant 2007 a entraîné une révision du plan d'amortissements sur des durées plus longues que celles prévues initialement. Le financement des amortissements accordé par l'autorité de tarification pouvant rester établi sur les durées d'origine (plus courtes), un différentiel entre l'amortissement comptable et le montant de la dotation d'amortissement budgétaire financée par l'autorité de tarification a été constaté et enregistré en compte 145 amortissements dérogatoires.

#### 4.2.5.3 Plus-value Nettes d'Actifs

Une dérogation aux règles du PCG a été réalisée, en accord avec l'instruction budgétaire du secteur sanitaire et social (CASF : art. R 314-81 et R314-95) : les produits financiers et les plus-values nettes de cession d'immobilisations sont neutralisées par une dotation aux provisions réglementées pour réserve des plus-values nettes d'actif.

Pour l'exercice 2025, cette dotation est égale à **363 502,51€** dont,

- Sections principales Médico-sociales : .....128 502,60€
- Sections annexes prod. et commercialisation : .....234 999,91€

#### 4.2.6 Provisions Risques et Charges

##### 4.2.6.1 Tableau des provisions risques et charges

	Valeur Brute à l'ouverture de l'Exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur Brute à la clôture de l'Exercice
Provisions Risques et Charges	313 793	59 558	28 557	344 794
Provisions Retraite ( <i>indemnités de fin de carrière</i> )	628 259	138 491	150 127	616 623
<b>TOTAL PROVISIONS RISQUES ET CHARGES</b>	<b>942 053</b>	<b>198 049</b>	<b>178 685</b>	<b>961 417</b>

##### 4.2.6.2 Evaluation des Provisions

Les provisions pour risques et charges évaluées à **344 794€**, concernent :

- Des risques sur des litiges prud'homaux : le montant du risque provisionné est estimé sur les bases de l'expertise de l'avocat en charge du dossier. 194 478€ de provisions sont comptabilisées au 31/12/2025.
- Des risques sur des litiges avec divers tiers, salariés, usagers. Les risques sont évalués sur la base des réclamations des demandeurs, ou selon le cadre réglementaire de référence. 150 316€ de provisions sont comptabilisés au 31/12/2025.

##### 4.2.6.3 Evaluation des Provisions Retraite

La provision pour indemnité de départ retraite est évaluée selon les critères suivants :

- Indentification des salariés qui en fonction de leur âge pourraient faire valoir leurs droits au départ à la retraite.
- Calendrier des départs à horizon de 5 ans afin d'étaler la charge d'indemnité à verser.
- Les indemnités sont estimées selon les termes définis dans la convention collective 1966 : montant d'indemnité équivalant à un nombre de mois de salaires selon l'ancienneté dans la convention.

#### 4.2.7 Fonds dédiés

Selon les dispositions de l'article 132-3 du règlement ANC N°2018-06 du 05 décembre 2018 et l'article 132-1 du règlement ANC N° 2019-04 du 08 novembre 2019, nous enregistrons dans les comptes de fonds dédiés, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification :

- les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles enregistrées dans des comptes 1921
- les autres contributions accordées par l'autorité de tarification enregistrées dans les comptes 1922.

Les fonds versés par d'autres organismes sont enregistrés en compte 194 pour les subventions d'exploitation, en compte 195 pour les autres contributions financières.

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini, par le crédit du compte « Utilisations de fonds dédiés ».

Pour les immobilisations amortissables, nous rapportons en produits le montant de l'acquisition sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement des immobilisations.

#### 4.2.7.1 Fonds Dédiés à l'investissement

Comme mentionné ci-avant, en application des nouvelles réglementations comptables, les provisions réglementées pour renouvellement d'immobilisations ont été reclassées en fonds dédiés à l'investissement.

Pour les immobilisations amortissables, est rapporté en produits le montant de l'acquisition, ou le coût de production, sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement des immobilisations. Il s'agit d'un choix de méthode comptable applicable à l'ensemble des immobilisations amortissables financées par des fonds dédiés.

Nature des FONDS DEDIES - INVESTISSEMENT	Valeur Brute à l'ouverture de l'Exercice	Fonds dédiés reportés	Utilisation Fonds dédiés	Valeur Brute à la clôture de l'Exercice	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
<b>IME Pierre Delmas</b>	<b>212 625</b>	<b>3 927</b>	<b>-20 210</b>	<b>196 342</b>	<b>3 208</b>
Fonds dédiés taxe apprentissage	55 979	3 927	-2 353	57 553	
Fonds dédiés sur projet immobilier	2 179		-850	1 329	
Fonds dédiés sur bâtiments. (Éduc. & Admin.) + espace institutionnel	151 259		-17 007	134 252	
Fonds dédiés sur contrib. Financières (Don Rotary + don projet Ludothèque)	3 208			3 208	3 208
<b>IMP Jean Le Tanneur</b>	<b>57 817</b>	<b>3 927</b>	<b>-6 672</b>	<b>55 072</b>	
Fonds dédiés sur CNR 160K€	49 980		-5 761	44 218	
Fonds dédiés sur contrib. financières (Dons Rotary)	1 764		-651	1 113	
Fonds dédiés taxe apprentissage	6 073	3 927	-260	9 741	
<b>IMP Beaulieu</b>	<b>211 696</b>	<b>3 927</b>	<b>-19 685</b>	<b>195 938</b>	
Fonds dédiés sur reconstruction Beaulieu	141 486		-15 529	125 957	
Fonds dédiés sur travaux salles de classe	62 136		-3 840	58 296	
Fonds dédiés taxe apprentissage	8 073	3 927	-315	11 685	
<b>SESSAD Beaulieu</b>	<b>20 713</b>		<b>-1 280</b>	<b>19 433</b>	
Fonds dédiés sur travaux salles de classe	20 713		-1 280	19 433	
<b>ESAT Verdélais</b>	<b>15 832</b>	<b>3 927</b>		<b>19 758</b>	
Fonds dédiés taxe apprentissage	15 832	3 927		19 758	
<b>ESAT Bidos</b>	<b>14 236</b>		<b>-4 068</b>	<b>10 168</b>	
Fonds dédiés sur sols/peinture/balilage	6 612		-3 507	3 105	
Fonds dédiés sur échafaudage/escabeau	996		-561	435	
Fonds dédiés taxe apprentissage	6 628			6 628	



Nature des FONDS DEDIES - INVESTISSEMENT	Valeur Brute à l'ouverture de l'Exercice	Fonds dédiés reportés	Utilisation Fonds dédiés	Valeur Brute à la clôture de l'Exercice	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
<b>ESAT Bassens</b>	<b>6 063</b>	<b>3 927</b>	<b>-641</b>	<b>9 348</b>	
Fonds dédiés sur concours publics (AMI-QVT)	1 389		-641	747	
Fonds dédiés taxe apprentissage	4 675	3 927		8 601	
<b>ESAT Captieux</b>	<b>4 500</b>	<b>3 927</b>		<b>8 427</b>	
Fonds dédiés taxe apprentissage	4 500	3 927		8 427	
<b>ESAT Diusse</b>	<b>4 920</b>			<b>4 920</b>	
Fonds dédiés taxe apprentissage	4 920			4 920	
<b>FO Carignan</b>	<b>64 696</b>		<b>-64 696</b>		
Fonds dédiés sur construction Foyer	64 696		-64 696		
<b>FAM Le Barp (HBT)</b>	<b>1 468</b>		<b>-373</b>	<b>1 094</b>	
Fonds dédiés sur contributions financières (Don Orange, Creart)	1 468		-373	1 094	
<b>FAM Verdelaïs (HBT)</b>	<b>3 822</b>		<b>-1 897</b>	<b>1 926</b>	
Fonds dédiés sur contributions financières (Don Lions Club)	3 822		-1 897	1 926	
<b>FH Bidos</b>	<b>2 081</b>			<b>2 081</b>	<b>2 081</b>
Fonds dédiés s/ dons manuels affectés (Don Blosserville)	2 081			2 081	2 081
<b>FH Diusse</b>	<b>26 080</b>		<b>-4 204</b>	<b>21 876</b>	
Fonds dédiés sur salle animation	21 000		-3 500	17 500	
Fonds dédiés sur voiries descente cuisine/pavillons	126		-126	0	
Fonds dédiés sur contributions financières	4 953		-577	4 376	
<b>FAM Verdelaïs (soin)</b>	<b>2 554</b>		<b>-1 329</b>	<b>1 225</b>	
Fonds dédiés sur concours publics (AMI-QVT)	2 554		-1 329	1 225	
<b>ESAT CAPTIEUX BAPC</b>	<b>7 496</b>		<b>-2 667</b>	<b>4 830</b>	
Fonds dédiés sur contributions financières (don véhicule Alpa Systems)	7 496		-2 667	4 830	
<b>ESAT BIDOS BAPC</b>	<b>2 967</b>		<b>-1 000</b>	<b>1 967</b>	
Fonds dédiés sur contributions financières (don calandreuse Fondation Pomme)	2 967		-1 000	1 967	
<b>TOTAL FONDS DEDIES INVESTISSEMENTS</b>	<b>659 565</b>	<b>23 560</b>	<b>-128 721</b>	<b>554 403</b>	<b>5 289</b>

#### 4.2.7.2 Fonds dédiés à l'exploitation

Nature des FONDS DEDIES - EXPLOITATION	Valeur Brute à l'ouverture de l'Exercice	Reclasset./ Retrait.	Fonds dédiés reportés	Utilisation Fonds dédiés	Valeur Brute à la clôture de l'Exercice	Dont fonds dédiés s/ projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
<b>IME Pierre Delmas</b>	<b>18 494</b>		<b>7 237</b>	<b>-4 411</b>	<b>21 320</b>	<b>16 868</b>
Fonds dédiés sur concours publics (Gratifications stagiaires - autodétermination)	8 863		1 500	-4 411	5 953	1 500
Fonds dédiés taxe apprentissage	9 631		5 737		15 368	15 368
<b>IMP Jean Le Tanneur</b>	<b>30 733</b>		<b>35 400</b>		<b>66 133</b>	<b>66 133</b>
Fonds dédiés sur concours publics (Gratifications stagiaires, Polyhandicap, apprentis, autodétermination)	29 400		31 500		60 900	60 900
Fonds dédiés taxe apprentissage	1 333		3 900		5 233	5 233
<b>IMP Beaulieu</b>	<b>1 031</b>		<b>7 336</b>		<b>8 368</b>	<b>8 368</b>
Fonds dédiés (Formation autodéterminat.)	0		1 500		1 500	1 500
Fonds dédiés taxe apprentissage	1 031		5 836		6 868	6 868

Nature des FONDS DEDIES - EXPLOITATION	Valeur Brute à l'ouverture de l'Exercice	Reclasset./ Retrait.	Fonds dédiés reportés	Utilisation Fonds dédiés	Valeur Brute à la clôture de l'Exercice	Dont fonds dédiés s/ projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
<b>SESSAD Beaulieu</b>	<b>84 757</b>		<b>755</b>	<b>-3 327</b>	<b>82 185</b>	<b>755</b>
Fonds dédiés sur concours publics (SI décisionnel, amélioration SI, RGPD, formation au changement, IDR, label RSA, fusion, gratifications stagiaires, autodétermination)	84 757		755	-3 327	82 185	755
<b>SESSAD Jean Le Tanneur</b>			<b>755</b>		<b>755</b>	<b>755</b>
Fonds dédiés sur concours publics (Formation autodétermination)			755		755	755
<b>ESAT Verdélais</b>			<b>8 512</b>		<b>8 512</b>	<b>8 512</b>
Fonds dédiés sur concours publics (Formation autodétermination)			1 500		1 500	1 500
Fonds dédiés taxe apprentissage			7 012		7 012	7 012
<b>ESAT Bidos</b>	<b>14 000</b>		<b>9 323</b>	<b>-2 100</b>	<b>21 223</b>	<b>7 823</b>
Fonds dédiés taxe apprentissage			7 823		7 823	7 823
Fonds dédiés sur concours publics (formations CAFERUIS, autodétermination)	14 000		1 500	-2 100	13 400	1 500
<b>ESAT Bassens</b>	<b>20 000</b>		<b>5 369</b>		<b>25 369</b>	<b>25 369</b>
Fonds dédiés sur concours publics (Défi Handicap, contrat pro., autodétermination)	20 000		1 500		21 500	21 500
Fonds dédiés taxe apprentissage			3 869		3 869	3 869
<b>ESAT Captieux</b>	<b>43 427</b>		<b>5 330</b>		<b>48 757</b>	<b>48 757</b>
Fonds dédiés sur concours publics (Défi handicap, autodétermination)	20 000		1 500		21 500	21 500
Fonds dédiés taxe apprentissage	23 427		3 830		27 257	27 257
<b>ESAT Diusse</b>			<b>9 738</b>		<b>9 738</b>	<b>9 738</b>
Fonds dédiés sur concours publics (Formation autodétermination)			1 500		1 500	1 500
Fonds dédiés taxe apprentissage			8 238		8 238	8 238
<b>FAM Carignan (soin)</b>			<b>1 500</b>		<b>1 500</b>	<b>1 500</b>
Fonds dédiés sur concours publics (Formation autodétermination)			1 500		1 500	1 500
<b>FAM Le Barp (soin)</b>			<b>1 500</b>		<b>1 500</b>	<b>1 500</b>
Fonds dédiés sur concours publics (Formation autodétermination)			1 500		1 500	1 500
<b>FAM Verdélais (soin)</b>	<b>31 303</b>		<b>31 500</b>	<b>-11 303</b>	<b>51 500</b>	<b>51 500</b>
Fonds dédiés sur concours publics (Défi handicap, situations critiques, autodétermination)	31 303		31 500	-11 303	51 500	51 500
<b>SAMSAH (soin)</b>	<b>38 136</b>		<b>6 500</b>	<b>-12 322</b>	<b>32 314</b>	
Fonds dédiés sur concours publics (PCO TND Charles Perrens)	27 529		5 000	-1 715	30 814	
Fonds dédiés sur concours publics (formation transversale, autodétermination)	10 607		1 500	-10 607	1 500	1 500
<b>PCPE LO CAMIN (IMP Jean Le Tanneur)</b>	<b>33 616</b>		<b>26 509</b>	<b>-33 616</b>	<b>26 509</b>	<b>26 509</b>
Fonds dédiés sur concours publics (PCPE « Lo Camin » Autisme)	33 616		26 509	-33 616	26 509	26 509
<b>RECREAMIX (IMP Jean Le Tanneur)</b>	<b>12 273</b>			<b>-12 273</b>	<b>0</b>	
Fonds dédiés sur concours publics (Récéramix, équipe mobile)	12 273			-12 273	0	
<b>PCPE RAPT (IME Pierre Delmas)</b>	<b>160 529</b>			<b>-21 050</b>	<b>139 479</b>	
Fonds dédiés sur concours publics (Dispositif R.A.P.T.)	160 529			-21 050	139 479	

Nature des FONDS DEDIES - EXPLOITATION	Valeur Brute à l'ouverture de l'Exercice	Reclasset./ Retrait.	Fonds dédiés reportés	Utilisation Fonds dédiés	Valeur Brute à la clôture de l'Exercice	Dont fonds dédiés s/ projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
<b>APV (IME Pierre Delmas)</b>	<b>36 338</b>			<b>-36 338</b>		
Fonds dédiés sur concours publics (Dispositif A.P.V.)	36 338			-36 338		
<b>C360 (IME Pierre Delmas)</b>	<b>35 982</b>				<b>35 982</b>	
Fonds dédiés sur concours publics (C.360)	35 982				35 982	
<b>TOTAL FONDS DEDIES EXPLOITATION</b>	<b>560 620</b>		<b>157 263</b>	<b>-136 741</b>	<b>581 143</b>	<b>274 085</b>

(\*) Commentaires :

- Polyhandicap IMP Jean Le Tanneur (29 400€) : le public accueilli n'est pas éligible aux critères requis. Une réflexion de réorientation de ce crédit est en cours.
- Défi Handicap : trois CNR de 20 000€ octroyés à l'ESAT de Bassens, l'ESAT de Captieux et le FAM de Verdélais. Les modalités de consommation de ces enveloppes font l'objet d'une demande de précisions.
- Nous avons reçu en 2025 des CNR pour une prise en charge des coûts de formation à l'autodétermination : 19 510€. Ces fonds sont reportés pour une utilisation en 2026.

#### 4.2.8 Etats des Dettes

Dettes	TOTAL	A MOINS D'1 AN	A PLUS D'1 AN	A PLUS DE 5 ANS
Emprunt auprès des établissements bancaires	<b>8 431 780</b>	896 297	2 865 842	4 669 641
Dettes financières diverses	<b>8 686</b>	8 686		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	<b>1 122 822</b>	1 122 822		
Dettes Fiscales et Sociales	<b>5 841 741</b>	5 841 741		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	<b>196 581</b>	196 581		
Autres dettes	<b>309 806</b>	309 806		
Produits constatés d'avance	<b>9 687</b>	9 687		
<b>TOTAL ADIAPH</b>	<b>15 921 103</b>	<b>8 385 620</b>	<b>2 865 842</b>	<b>4 669 641</b>

## 5 Comptes de résultats

### 5.1 Ventilation des Produits

<b>Produits d'Exploitation (externes)</b>	<b>42 858 765 €</b>	<b>100%</b>
<b>COTISATIONS</b>	<b>200 €</b>	<b>0%</b>
<b>VENTES DE BIENS ET SERVICES</b>	<b>5 033 811 €</b>	<b>12%</b>
CHIFFRE D'AFFAIRES SECTIONS BAPC (hors interne : 577 907€)	4 141 428 €	9,7%
PRODUITS (hors Chiffre d'affaires BAPC)	892 383 €	2,1%
<b>PRODUCTION STOCKEE</b>	<b>-12 700 €</b>	<b>0%</b>
<b>CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTION D'EXPLOITATION</b>	<b>31 965 040 €</b>	<b>75%</b>
DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION	31 830 174 €	74,3%
SUBVENTION D'EXPLOITATION	134 866 €	0,3%
<b>RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>	<b>12 290 €</b>	<b>0,0%</b>
<b>REPRISE SUR AMORT. DEPRECIATIONS ET PROV.</b>	<b>240 812 €</b>	<b>1%</b>
REPRISE SUR AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS	240 812 €	1%
<b>PRODUITS DE CESSION D'IMMOBILISATIONS</b>	<b>105 320 €</b>	<b>0%</b>
<b>UTILISATION DE FONDS DEDIES</b>	<b>265 462 €</b>	<b>1%</b>
<b>AUTRES PRODUITS</b>	<b>5 248 531 €</b>	<b>12%</b>
AIDE AU POSTE TH	4 776 723 €	11,1%
AUTRES AIDES SOCIALES	358 526 €	0,8%
AIDES AGRICOLES	59 492 €	0,1%
INDEMNITES ASSURANCES	46 244 €	0,1%
AUTRES PRODUITS	7 546 €	0%

<b>Produits d'Exploitation (retraitements de consolidation)</b>	<b>2 673 939 €</b>	<b>100,0%</b>
CHIFFRE D'AFFAIRES SECTIONS BAPC (Interne)	568 853 €	21,3%
FACTURATION CENTRE AUDENGE	2 700 €	0,1%
REFACTURATION REPAS (Interne)	349 427 €	13,1%
REFACTURATION FRAIS DE SIEGE (Interne)	1 600 657 €	59,9%
TRANSFERT DE CHARGES (Interne)	152 302 €	5,7%

### 5.2 Ventilation des résultats

RESULTATS PAR POLE	Résultat comptable 2025	Résultat administratif Antérieur	Dép. / Rec. non opposables	Mobilisation Réserves ~ Affectation Report	Résultat Administratif 2025
DIRECTION GENERALE	84 675	0	14 592	0	99 267
ESMS NUMERIQUE	5 569				5 569
P. ENFANTS & DISPOSITIFS	202 620	0	44 268	-651	246 237
P. HEBERGEMENT ET SERVICES 33	-31 896	0	42 608	43 617	54 329
P. HEBERGEMENT ET SERVICES 64	30 846	0	-10 534	1 526	21 838
P. ADULTES AU TRAVAIL (BPAS)	107 538	0	19 113	-9 556	117 095
P. ADULTES AU TRAVAIL (ANNEXES BAPC)	185 411				185 411
STRUCTURE ASSOCIATIVE	2 209				2 209
CENTRE AUDENGE	-12 624				-12 624
<b>TOTAL ADIAPH</b>	<b>574 347</b>	<b>0</b>	<b>110 046</b>	<b>34 936</b>	<b>719 329</b>

### 5.3 Résultats Détaillés par Pôle

POLE ENFANTS	Résultat comptable 2025	Résultat administratif Antérieur	Dép. / Rec. non opposables	Mobilisation Réserves ~ Affectation Report	Résultat Administratif 2025
I.M.E. "Pierre Delmas" (dont PCPE RAPT, APV et C360)	-15 132		10 806	0	-4 327
I.M.P. "Jean le Tanneur" (dont PCPE LO CAMIN et RECREAMIX)	77 100		20 506	-651	96 956
I.M.P. "Beaulieu"	29 621		6 843	0	36 465
SESSAD "Beaulieu"	16 369		426	0	16 795
SESSAD "Pierre Delmas"	19 924		109	0	20 033
SESSAD "Jean le Tanneur"	-2 781		351	0	-2 430
UEMA "Castelnau Médoc"	50 444		634	0	51 078
UEMA "Mérignac"	27 075		4 591	0	31 666
	202 620	0	44 268	-651	246 237

P. HEBERGEMENT ET SERVICES 33	Résultat comptable 2025	Résultat administratif Antérieur	Dép. / Rec. non opposables	Mobilisation Réserves ~ Affectation Report	Résultat Administratif 2025
Foyer d'Hébergement VERDELAIS	125 167		-81 354	22 288	66 101
Foyer Occupationnel CARIGNAN	-2 527		13 853	1 420	12 746
FAM CARIGNAN	-77 090		6 038	1 699	-69 353
Foyer d'Hébergement CAPTIEUX	-31 884		14 240	3 022	-14 622
FAM Aïrial du Nid de L'Agasse	-40 576		28 558	6 680	-5 338
FAM Foyer des Coteaux VERDELAIS	-81 808		26 976	5 530	-49 302
SAVS SUD GIRONDE	-37 593		6 782	1 420	-29 392
SAMSAH SUD GIRONDE (Langon + Créon)	81 619		5 593	1 559	88 771
Foyer Occupationnel LE BARP	21 030		7 128	0	28 158
URR VERDELAIS	11 766		14 794	0	26 560
	-31 896	0	42 608	43 617	54 329

P. HEBERGEMENT ET SERVICES 64	Résultat comptable 2025	Résultat administratif Antérieur	Dép. / Rec. non opposables	Mobilisation Réserves ~ Affectation Report	Résultat Administratif 2025
Foyer d'Hébergement BIDOS	44 689		-2 238	1 526	43 977
Unité de Vie BIDOS	22 879		2 829	0	25 708
Foyer d'Hébergement GRAVIR	-8 457		-7 060	0	-15 517
MAPHA GRAVIR	-20 560		-10 405	0	-30 965
SAVSP Les Vallées BIDOS	2 109		1 043	0	3 152
SAVSP Les Côteaux du Béarn DIUSSE	-3 716		5 650	0	1 934
Section Annexe GRAVIR	-6 097		-354	0	-6 451
	30 846	0	-10 534	1 526	21 838

<b>P. ADULTES AU TRAVAIL (BPAS)</b>	<b>Résultat comptable 2025</b>	<b>Résultat administratif Antérieur</b>	<b>Dép. / Rec. non opposables</b>	<b>Mobilisation Réserves ~ Affectation Report</b>	<b>Résultat Administratif 2025</b>
E.S.A.T. VERDELAIS	45 148		18 843	0	63 991
E.S.A.T. BIDOS	-10 171		16 627	0	6 455
E.S.AT BASSENS	65 457		-2 846	0	62 611
E.S.A.T. CAPTIEUX ( <i>dont Handamos !</i> )	32 931		-11 401	-9 556	11 974
E.S.A.T. DIUSSE	-25 826		-2 110	0	-27 936
	107 538	0	19 113	-9 556	117 095

<b>P. ADULTES AU TRAVAIL (ANNEXES BAPC)</b>	<b>Résultat comptable 2025</b>	<b>Résultat administratif Antérieur</b>	<b>Dép. / Rec. non opposables</b>	<b>Mobilisation Réserves ~ Affectation Report</b>	<b>Résultat Administratif 2025</b>
E.S.A.T. VERDELAIS (BAPC) hors Lescure	207 883				207 883
CHÂTEAU LESCURE	-96 916				-96 916
E.S.A.T. CAPTIEUX (BAPC)	8 967				8 967
E.S.AT BASSENS (BAPC)	40 082				40 082
ENTREPRISE ADAPTEE ST MEDARD EN J.	-9 749				-9 749
E.S.A.T. BIDOS (BAPC)	55 126				55 126
E.S.A.T. DIUSSE (BAPC)	-19 982				-19 982
	185 411	0	0	0	185 411

## 5.4 Résultats Exceptionnels

La réforme du plan comptable 2025 précise une nouvelle définition du résultat exceptionnel. Seules les opérations majeures et inhabituelles (catastrophes, cyberattaques, etc.) peuvent être classées comme telles.

Au cours de l'exercice 2025, aucune opération ne répond à cette nouvelle définition.

Conformément aux dispositions du nouveau plan comptable, restent enregistrés en résultat exceptionnel, les dotations et reprises de provisions réglementées, comptes avec racines 687 / 787 (cf. paragraphe 4.21.5.1).

## 6 Autres informations

### 6.1 Effectifs

Effectifs au 31/12 par fonctions ANAP	ETP			Personnes physiques		
	H	F	Total ETP	H	F	Total
<b>Total (hors remplacement)</b>	<b>152,96</b>	<b>349,32</b>	<b>502,28</b>	<b>156</b>	<b>383</b>	<b>539</b>
Direction / Encadrement	23,00	23,34	<b>46,34</b>	23	24	<b>47</b>
Gestion et Administration	4,00	36,85	<b>40,85</b>	4	39	<b>43</b>
Services Généraux	21,89	35,91	<b>57,80</b>	23	40	<b>63</b>
Restauration	8,00	2,00	<b>10,00</b>	8	2	<b>10</b>
Socio-éducatif	66,79	192,16	<b>258,95</b>	68	198	<b>266</b>
Paramédical	3,00	46,57	<b>49,57</b>	3	58	<b>61</b>
Psychologue	1,00	9,14	<b>10,14</b>	1	14	<b>15</b>
Médical	0,40	0,30	<b>0,70</b>	1	3	<b>4</b>
Ouvriers EA	21,88	0,00	<b>21,88</b>	22		<b>22</b>
Apprenti	3,00	3,00	<b>6,00</b>	3	3	<b>6</b>
Autres fonctions	0,00	0,05	<b>0,05</b>	0	2	<b>2</b>

### 6.2 Rémunérations des Dirigeants

Conformément aux statuts de l'Association, les trois plus hauts dirigeants (Président, Secrétaire Général et Trésorier) ne perçoivent pas de rémunération.

### 6.3 Honoraires Commissaires aux Comptes

Dans le cadre de leur mission de commissariat aux comptes pour l'année 2025, le montant des honoraires versés à FORVIS-MAZARS ou provisionnés s'élèvent à 39 600 euros ttc, hors frais de déplacement.

### 6.4 Engagements Hors Bilan

#### 6.4.1 Engagements Financiers

##### Engagements donnés

- Hypothèque conventionnelle en premier rang, sans concurrence, à hauteur de 50% du prêt bancaire de 1 940 000€, soit 970 000€ sur l'ensemble immobilier Foyer Occupationnel « Résidence Jean Rivière » accordé au profit du Crédit Coopératif en 2005. Le solde du prêt est garanti par le Conseil départemental de la Gironde. (Cf. paragraphe Engagements reçus).
- Affectation hypothécaire des biens immobiliers de l'établissement IMP Beaulieu sis 9, route de Soulac – 33290 Le Pian Médoc à hauteur de 455 000 euros au profit du Crédit Coopératif.
- La construction de l'extension de l'ESAT Bassens est financée par un prêt souscrit auprès du Crédit Coopératif. Il mentionne une promesse d'affectation hypothécaire, de premier rang, à hauteur de



500 000€, sous la forme d'un sous seing privé, sur les biens immobiliers situés 24 rue Franklin à Bassens.

- Les travaux de réhabilitation du Foyer de GRAVIR à Diusse sont financés par un prêt souscrit auprès du Crédit Coopératif. Il mentionne une promesse d'affectation hypothécaire, de premier rang, à hauteur de 1 200 000€, sous la forme d'un sous seing privé, sur les biens bâtis et non bâtis situés voie communale n°5 dite de Parrabere à Diusse (64 330).

#### **Engagements reçus :**

- La construction du Foyer Occupationnel de Carignan de Bordeaux est financée par un prêt locatif social de 1 940 000€ souscrit auprès du Crédit Coopératif. Ce prêt est garanti à hauteur de 50% par le Conseil Départemental de la Gironde.
- La construction du Foyer d'hébergement à Bidos est financée par un prêt locatif social d'un montant de 3 086 970 €, souscrit auprès du Crédit Coopératif. Ce prêt est garanti à 100% par les collectivités locales et départementales :
  - Conseil général des Pyrénées Atlantiques : caution à hauteur de 50% du prêt selon la délibération du 21 mai 2010.
  - Communauté des communes du Piémont Oloronais : caution à hauteur de 40% du prêt selon la délibération du 30 juin 2010,
  - Commune de Bidos : caution à hauteur de 10% du prêt, selon délibération du 06 mai 2010.
- La construction du Foyer d'Accueil Médicalisé de Carignan de Bordeaux est financée par un prêt locatif social et un prêt complémentaire d'un montant consolidé de 1 799 399€ souscrit auprès du Crédit Coopératif. Ces prêts sont garantis à 100% par le Conseil Départemental de la Gironde, selon une convention signée le 27 octobre 2015.
- La construction du Foyer d'Accueil Médicalisé de Verdélais est financée par un prêt locatif social (1 150 000€) et un prêt complémentaire (402 778€) pour un montant consolidé de 1 552 778€ souscrit auprès de la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes. Ces prêts sont garantis à 100% par le Conseil Départemental de la Gironde, selon une convention signée le 28 octobre 2016.
- La construction du FAM l'Aïrial du Nid de l'Agasse au Barp a été financée, en partie par deux prêts locatifs sociaux (PLS) :
  - Le premier, souscrit en 2002, auprès du Crédit Foncier de France pour un montant de 974 057€,
  - Le second, souscrit en 2003 auprès de la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes (C.E.A.P.C.) pour un montant de 63 531€.

Ces deux prêts contractés par Sésame Autisme Aquitaine (S.A.A.) bénéficiaient de garantie :

- Par le Conseil départemental de la Gironde à hauteur de 50% pour les deux PLS.
- Par la Caisse d'Epargne Aquitaine à hauteur de 50% pour les deux PLS.

Lors de la fusion absorption de S.A.A. par l'ADIAPH au 01<sup>er</sup> janvier 2015, les prêts ont été transférés sur l'ADIAPH conformément au traité de fusion, avec un montant de capital restant dû de 591 391.75€ pour le PLS de 974 057€ et de 36 838.57€ pour le PLS de 63 531€.

La Caisse d'Épargne Aquitaine Poitou-Charentes a signé un avenant de caution substituant le bénéfice de la garantie de S.A.A sur l'ADIAPH le 19 mai 2015.

Le Conseil départemental de la Gironde a voté en commission permanente le 20 mai 2019 le maintien de sa garantie au profit de l'ADIAPH. L'article 5 de cette délibération précisait que le transfert de garantie ne serait effectif qu'après disposition d'un acte validé par le prêteur, l'emprunteur et le garant. Le prêteur, le Crédit Foncier de France, a émis les documents actualisés nécessaires à la complétude de cet acte le 17 décembre 2020.

- La construction du FO l'Aïrial du Nid de l'Agasse au Barp est financée par un prêt locatif social d'un montant de 345 512€ et un prêt complémentaire d'un montant de 230 342€. Ces deux prêts d'un montant consolidé de 575 854€ souscrit auprès du Crédit Coopératif sont garantis à 100% par le Conseil Départemental de la Gironde, selon une convention signée le 06 avril 2020. La construction de ce Foyer occupationnel d'une capacité de 8 places a été achevée le 08 janvier 2021, avec une mise en service le 15 février 2021.

#### 6.4.2 Engagements Retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Cette méthode est définie par la norme comptable IAS 19 révisée (norme européenne) et par la norme FAS87 (norme US GAAP). Elle est conforme à la recommandation 2003 R-01 du CNC.

Les hypothèses d'actualisation retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,60%
- Taux de croissance des salaires : 2%
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 5.5%
- Table de taux de mortalité : table INSEE 2022

Selon ces hypothèses, le total de l'engagement des indemnités de fin de carrière au 31 décembre 2025 s'élève à **1 040 842,11€** dont **616 622,60€** comptabilisés (cf. 4-2-6-1).

Cet engagement ne concerne pas les travailleurs handicapés.